L’évaluation de la politique d’immigration en “débat”

05/05/2010 à 10h22

C’est une initiative un peu particulière sur l’immigration qui doit être lancée, mardi 4 mai, à l’Assemblée nationale, à Paris.



Un collectif de militants intitulé “Cette France-là” et associé à une vingtaine de députés et sénateurs – dont huit socialistes et deux UMP – a décidé de tenir une première réunion de travail pour mettre sur pied un *“audit”* de la politique migratoire du gouvernement. (…)

Officiellement, la démarche se dit “transpartisane”, et prête à interroger tous les “dogmes”, y compris celui de l’impact de l’immigration sur le vieillissement de la population. **Dans les faits, et comme l’admettent la plupart des participants interrogés, il s’agit surtout de démontrer que la rétention et l’expulsion des sans-papiers sont *“contre-productives”*.**

Face à une démarche qu’il juge être une manipulation politique, M. Besson a déjà fait savoir qu’il ne répondrait pas à l’invitation. L’initiative se faisant en outre en dehors d’une mission parlementaire officielle, elle n’a donc*“aucune valeur juridique”* aux yeux de son cabinet. L’audit suscite aussi une certaine prudence du milieu associatif – France – Terre d’asile, Forum réfugiés, la Cimade notamment. Ces organisations craignent qu’il peine à faire émerger des solutions et se replie sur des débats*“glissants”* autour du coût de la politique d’éloignement. Un chiffrage déjà effectué plusieurs fois ces dernières années par la Cour des comptes et des parlementaires – ainsi, **le député UMP Pierre-Bernard Reymond évalue à 20 970 euros le coût par étranger reconduit**.

La bataille des chiffres a déjà commencé. En 2008, **“Cette France-là” s’était fait connaître en évaluant à 2 milliards d’euros annuels la politique d’éloignement.**
(…)
La pauvreté des travaux hexagonaux en la matière serait en partie, selon lui, liée à la peur des chercheurs de récupération de leurs conclusions par l’extrême droite : *“La société française craint toujours de remettre en cause le pacte à l’origine de la nation.”*
source : Le Monde